



# Actualités

## Confluences, un musée longtemps à la dérive

29 Nov 2014

Les Lyonnais l'attendaient depuis longtemps: le Musée des Confluences, où art, science et ethnographie entrent en résonance, ouvre le 20 décembre avec dix ans de retard sur le calendrier initial. Et un coût quatre à cinq fois plus élevé qui n'en finit pas de faire polémique.

Lancé en 2000 par le Conseil général du Rhône, ce projet-phare d'aménagement au sud de la presqu'île devait se construire en cinq ans pour 61 millions d'euros. Il en aura fallu près de quinze, au final, pour livrer cette imposante structure de 22.000 m<sup>2</sup>, et une addition totale de 255 millions, chiffre arrêté par l'ancien président de la collectivité, Michel Mercier (UDI).

"Au départ, il y avait un beau concept, novateur et intelligent. Mais ensuite, la gestion du projet a été calamiteuse", juge Denis Broliquier, maire (UDI) du 2<sup>e</sup> arrondissement qui accueille l'imposant édifice. "Aujourd'hui, on est condamné à réussir", ajoute l'élu qui avait réclamé l'abandon du chantier en 2011.

A titre de comparaison, le musée du Quai Branly à Paris a coûté 232 millions d'euros, le MuCem de Marseille 191 millions et le Louvre-Lens 150 millions. Moins cher donc, mais en d'autres temps ou avec des configurations différentes, soulignent les défenseurs de Confluences. Au département, on dédramatise la situation en assurant que "ce n'est pas un cas particulier".

Reste que "pour ces musées, les dépassements budgétaires sont de 35% à 90%. Pas 400%", déplore Pierre Desroches de l'association Canol, qui veille sur l'utilisation des deniers publics lyonnais et évalue la facture du bâtiment à 300 millions.

- Une architecture "osée" sur un terrain "difficile" -

Le budget initial, qui portait sur la seule construction du bâtiment, n'était qu'une "estimation", un "acte administratif pour démarrer le processus", assure-t-on. Et si "erreur" a été commise, c'est d'avoir médiatisé ce premier montant car "il a fallu ensuite procéder par étapes successives pour affiner le coût du projet".

Au total, l'enveloppe a été revue à la hausse cinq fois: la dernière, de 15,7 millions d'euros, fin octobre, le financement ayant été assuré entre autres par la cession d'actifs patrimoniaux et de participations, selon le conseil général.

Dès le début du chantier, en 2006, le projet "déconstructiviste" du cabinet d'architectes autrichien Himmelblau déconcerte par sa complexité technique, au point de conduire rapidement à une interruption des travaux. En 2008, une filiale du constructeur Fayat jette carrément l'éponge. Le groupe Vinci reprendra le flambeau 18 mois plus tard.

Pour la Canol, le terrain alluvionnaire du site n'était "pas porteur", nécessitant des "fondations complexes", jusqu'à 24 mètres en dessous du niveau du Rhône, et 21.000 m<sup>3</sup> de béton coulés dans le socle pour soutenir une charpente d'acier de 6.600 tonnes. Les défenseurs du projet reconnaissent "des choix architecturaux osés, difficiles à traduire" sur un terrain "difficile".

Au final, le chantier accuse 15 mois de retard sur le dernier calendrier fixé: le conseil général réclame pour cela plus de 40 millions d'euros de pénalités à Vinci. Dans un courrier aux élus, l'entreprise de BTP a rejeté toute responsabilité, dénonçant un dossier de conception "insuffisamment abouti". La collectivité n'exclut pas d'aller en justice.

Mais d'ici là, sa créature lui échappera, tombant au 1<sup>er</sup> janvier dans le giron de la Métropole du socialiste Gérard Collomb. Avec un coût de fonctionnement estimé à 18 millions d'euros par an, pour seulement trois millions de recettes en billetterie. Cadeau empoisonné ?